Recherche et information sur l'économie publique et l'économie sociale

la Lettre du CIRIEC-France

Mensuel n°177 –juin 2023

En guise de sommaire

Les travaux du CIRIEC sont entrés dans une phase d'intense internationalisation. De Dakar (Sénégal) à Thessalonique (Grèce), en passant par San José (Costa Rica) et Séoul (République de Corée), d'importantes manifestations attestent cette mondialisation de l'économie d'intérêt collectif, aujourd'hui reconnue et encouragée par les Nations-Unies. Notre délégué général, Jean-Louis CABRESPINES, rend compte des récentes rencontres de Dakar et Thessalonique, pour leur caractère emblématique (p. 2 et 3)

Parmi les prochaines manifestations organisées par le CIRIEC-France, signalons la Conférence-débat *« L'ESS reconnue et promue par les institutions internationales : de quelle ESS parle-t-on ? »* (p. 3)

Nous avons reçu des contributions à nos travaux de recherche et d'information :

- de Bertrand SOUQUET *« Education et Economie Sociale et Solidaire »*
- de Nadège VEZINAT *« Service public et jeux de bascules : un brouillage des frontières qui désingularise le travail »* (p. 6)

Comme tous les mois, nous accueillons des libres propos :

- d'Alain COHEUR *« Les stratégies ESS des organisations internationales et experts »*
- de Jean-Philippe MILESY *« Investissements à risque »* (p. 7 et 8)

Parmi les lectures que nous vous conseillons, nous faisons une mention spéciale à *« L'économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXI° siècle ? »* de Robert BOYER. (p. 9)

Notre agenda signale en particulier la matinée *« La finance solidaire au service des associations »*, organisée, le 28 juin, par le Mouvement associatif et la Banque des Territoires. (p. 11)

Enfin, dans la rubrique *Mémoire historique illustrée*, je présente l'expérience originale mais méconnue du Mir, communauté rurale dans la Russie tsariste des années 20. (p. 12)

Bonne lecture !

Marcel Caballero
Président d'honneur
Président du Conseil d'Orientation

De Dakar à Thessalonique ou comment vivre des moments rares de partage dans l'ESS !

Jean-Louis CABRESPINES
Délégué général du CIRIEC-France

Cette mi-année 2023 est riche de rencontres prévues et d'échanges entre acteurs de l'économie sociale et solidaire et de structures publiques de tous niveaux.

En effet, entre le GSEF (Forum Mondial de l'économie sociale) début mai à Dakar, le symposium du CIRIEC-International fin mai à Thessalonique et la 9ème conférence internationale de recherche en économie sociale du CIRIEC début juillet à Séoul, les opportunités pour partager des idées et des actions, pour continuer à œuvrer pour et dans l'économie sociale et s'inspirer des expérimentations ont été nombreuses et riches d'enseignement pour chacun.

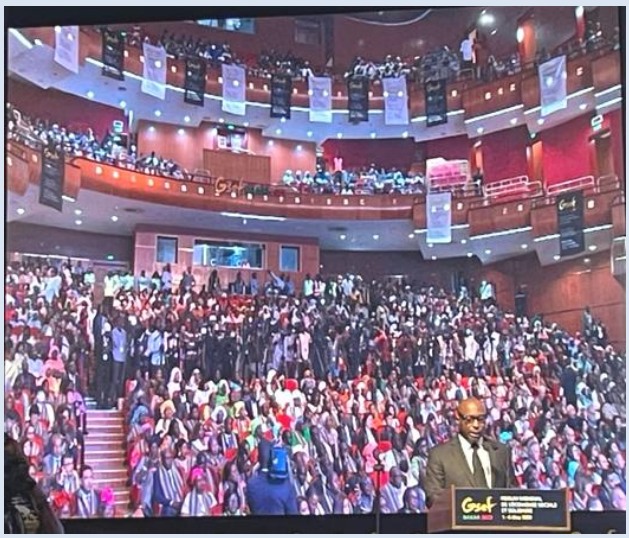
Dakar et Thessalonique furent également des manifestations qui se répondaient, tant les thématiques sont ancrées dans l'évolution de notre société.

DAKAR

Le Forum de Dakar, inscrit dans une dynamique forte du continent africain pour développer une économie dans laquelle l'ESS joue un rôle essentiel, nous a permis de comprendre, d'échanger, de partager des actions existantes et à venir pour « ***La transition des économies "informelles" vers des économies collectives et durables pour nos territoires*** ».

6000 participants de 75 pays, 90 ateliers, 15 séances plénières montrent, s'il en était besoin, combien l'ESS et ses acteurs ont besoin de dire, de montrer, de construire ensemble une autre manière de faire de l'économie, combien la logique de l'ESS est présente et forte sur tous les continents. Il s'agit, maintenant de l'unifier pour agir.

Le projet économique comme le projet politique ont été toujours présents et le fait de rechercher ensemble des solutions pour que la solidarité aide à la construction d'une économie alternative à ces « économies informelles » a guidé les travaux de ces trois jours.



L'éclairage apporté par toutes les interventions mais surtout par toutes les initiatives présentées à cette occasion doit nous interroger sur la capacité de l'ESS à être une économie à la fois plus humaine et plus ancrée dans les réalités des pays et des territoires.

Il ressort de ces journées une grande possibilité de production de tous ceux et toutes celles qui, au quotidien, tentent de survivre par des « petits boulots » et qui en se regroupant pourraient avoir une force plus grande pour infléchir la production de richesse mais aussi leur pouvoir par une implication commune dans le développement économique.

Si la réalité de nos constats s'applique au continent africain, il est certain que nous pouvons largement extrapoler dans tous les pays dans lesquels l'économie informelle occupe une place, en particulier dans les milieux où elle est le signe d'une « survie » dans un monde où ce qui prime est le gain à tout prix sans respect des êtres humains.

Transformer cette économie informelle en économie collective est un moyen de recréer de la richesse individuelle et partagée, de redonner de l'espoir et du courage à ceux qui produisent et de leur permettre de se prendre en charge pour être une force politique et économique ancrée dans des valeurs de solidarité et de respect des autres.

Utopie, direz-vous ! sans doute, mais ces trois jours ont été riches d'enseignement et nous réinterrogent sur nos priorités en matière de développement économique, de projet politique à porter et à défendre, de relations entre les peuples et les cultures.

Un grand, un immense merci, à Pauline EYEBE EFFA (coordinatrice de l'ONG Partenariat France et Afrique, elle est la référence de l'Economie Sociale et Solidaire au Cameroun et plus largement en Afrique) qui a su nous démontrer combien l'ESS pouvait

apporter une réponse nouvelle permettant de structurer des activités tout juste en position de maintenir un faible revenu pour en faire une activité cadrée et productive pour le bien de celles qui y participent.

Un autre grand merci à Alain COHEUR (Vice-président de Social Economy Europe, co-président de ESS Forum International) qui sut tenir un discours conclusif encourageant et mobilisateur : « *Aujourd'hui plus que jamais l'économie sociale ne peut ni négliger ni faire l'impasse sur la nécessité de se poser la question de son programme politique et de son cadre idéologique. Et cette idée est loin d'être nouvelle. L'histoire que nous écrivons est l'héritage de combats qui sont menés depuis des décennies et qui voient s'affronter des conceptions différentes du fonctionnement et de l'organisation de nos sociétés....*

La gravité des problèmes auxquels nous sommes confrontés, nécessite de sortir du cadre capitaliste, et de se détourner des objectifs de profits pour planifier notre production dans l'intérêt de la planète et des populations du monde entier. La volonté de sortir de la marginalité l'économie sociale sera un combat sans relâche pour notre existence...

... les entreprises et organisations de l'économie Sociale et Solidaire peuvent se reconnaitre et s'unir via leurs statuts, leurs pratiques, leurs objectifs. Être un mouvement social, une force politique, exige de constituer un ensemble unifié au-delà de nos différences corporatistes afin de porter haut notre vision commune de l'intérêt général....

Nous devons, maintenant, nous employer à élargir l'agenda de l'Économie Sociale et Solidaire à l'échelle internationale afin d'initier une mondialisation alternative exigeant un développement durable de nos sociétés. Le financement de cette transition est crucial au diapason de la stratégie « ODD » déployée par les Nations-Unies pour l'horizon 2030 et de sa Résolution, aux conclusions de l'OIT, aux recommandations de l'OCDE et à celles à venir du Conseil européen.

Pour terminer, je souhaite prendre à témoin tous les membres de cette assemblée et les panelistes ici présents : l'ONU avait fixé les objectifs du millénaire qui se sont achevés en 2015, ensuite la relève a été prise à travers les feuilles de route et les objectifs des ODD pour 2030, moi je vous propose de fixer aussi un cadre onusien pour que l'économie sociale et solidaire représente 50% de l'économie des Etats en 2050 ! c'est un objectif concret, mobilisateur, qui cadrera la mobilisation de toutes nos énergies et je vous demande d'inscrire cet objectif « 50 en 2050 » dans l'évaluation qui sera faite de la Résolution de l'ONU en 2025 ! »

THESSALONIQUE

Quinze jours après le Forum de Dakar, le symposium du CIRIEC-International se déroulait à Thessalonique (Grèce) avec pour thématique : « *Les urgences globales & locales : Assurer la fourniture des biens et services essentiels par l'économie sociale et les entreprises publiques* ».

Là aussi, les réflexions, présentations d'actions, propositions démontrèrent l'importance de l'ESS pour le développement économique, mais aussi combien il est essentiel que l'économie publique et l'ESS travaillent ensemble pour développer d'autres manières de « faire de l'économie ». Là encore, les participants ont souligné l'urgence dans laquelle se trouve notre planète face aux déshérences d'une économie peu respectueuse des hommes et des biens. Tous ont proposé des solutions pour agir autrement, pour mener des actions qui prennent en compte ce que sont les Hommes et les territoires.

La question de la transition a été un des éléments essentiels des réflexions et des propositions, à partir du constat, dans chacun des pays participants (Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Costa-Rica, Espagne, France, Grèce, Irlande, Japon, Pologne, Portugal, Suisse), de la nécessité de trouver des politiques alternatives pour répondre aux besoins essentiels des populations.

Que l'on parte des acteurs concernés et de leur possibilité de travailler ensemble sur des objectifs communs de développement durable et de mise en synergie de leurs compétences, ou que l'on parte d'une approche territoriale prenant en compte les logiques économiques, géographiques, sociales..., chacun s'accorde à rappeler l'importance d'une approche commune et partagée.

Économie sociale et économie publique sont les deux éléments d'une même réponse pertinente pour un développement économique et social qui permette de relever le défi de la transition nécessaire pour le respect de la planète et de ses habitants.

Les interventions ont permis de comprendre que ce n'est que par le partage de valeurs identiques, tant dans le secteur public que celui de l'ESS, que nous pourrons poursuivre un développement économique autre que libéral. Ainsi, il a été souligné l'importance de l'équité, de l'engagement, de l'exemplarité, mais aussi de l'éducation/formation tout au long de la vie et surtout de l'établissement d'un rapport de force qui fasse valoir une autre perception du monde et des réponses à apporter.

Au terme de ces travaux, nous pouvons nous interroger sur la dimension politique du choix du développement des entreprises publiques pour construire des réponses dans le sens de l'intérêt général et nous demander quel lien existe entre l'ESS et les entreprises publiques pour apporter ces réponses, comment cela se met en place et quelles corrélations dans les approches respectives.

Ces quelques mots ne traduisent qu'imparfaitement la richesse des échanges et des réflexions auxquels nous avons pu participer à l'occasion de ces deux manifestations. Ce qui est sûr est que l'ESS comme l'économie publique sont des piliers importants pour une approche plus humaine et plus respectueuse de la planète. Il convient maintenant que, dans chaque pays, cela se traduise en acte.

> Conférence-débat du CIRIEC-France

Lundi 26 juin 2023, de 18h00 à 20h00 au CEDIAS - Musée social, 5 rue Las Cases 75007 PARIS

"L'ESS reconnue et promue par les institutions internationales : de quelle ESS parle t'on ?"

Au moment où l'économie sociale et solidaire est plus que jamais reconnue dans le monde (OIT, CEE, OCDE, ONU) des voix revendiquent la redéfinition du périmètre de l'ESS et l'élargissement de la catégorie des organisations qui en sont les actrices

En débattre avec Jérôme SADDIER, président d'ESS France, Claire THOURY, présidente du Mouvement Associatif,
Colas AMBLARD, président de l'ISBL (Animation par Timothée DUVERGER, enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux)

> inscription gratuite mais obligatoire : administration@ciriec-france.org

> Les Etudes du Ciriec-France

Le groupe de recherche "Économie collective et territoires", animé par notre Délégué général Jean-Louis CABRESPINES, est chargé d'apporter des réponses à la question : *« Comment dans la transition économique, sociale, énergétique et environnementale, les parties prenantes de l'intérêt collectif, acteurs publics et organisations de l'économie sociale et solidaire peuvent-ils répondre aux besoins fondamentaux des populations ? ».*

Ces travaux sont publiés sous la forme d'Etudes. Sont parues à ce jour : la **Santé**, les **Finances**, **Eau et énergie : hautes tensions territoriales**.

Sommaire de l'étude Eau et énergie:

- L'eau et l'énergie à la croisée des territoires (Pierre BAUBY)
- L'eau et l'énergie dans le territoire grenoblois (Amélie ARTIS et Pierre BAUBY)
- L'initiative de Nouvelle Economie Sociale d'Enercoop : la force de rappel territoriale en question (Rémi MAITRE)
- Restituer la trajectoire historique de l'alimentation en eau des Grenoblois : une valse à trois temps avec l'industrie (Antoine BROCHET)
- Vers une gestion territoriale de l'eau ? (Bernard PECQUEUR)

> Télécharger les 3 Etudes : https://bit.ly/3jeoG77

> 34ème Congrès international

Le 34ème Congrès international du CIRIEC se tiendra à San José (Costa Rica), du 24 au 26 avril 2024, sur le thème :

"Quelles stratégies pour un développement territorial et humain?"

- Le développement territorial urbain et rural
- Le développement humain en lien avec la santé, l'éducation, les droits
- Les ODD et l'urgence environnementale : initiatives concrètes et mesure d'impact
- Les politiques publiques en faveur du développement territorial
- Politiques publiques, pauvreté et économie sociale et solidaire
- L'initiative et l'action publiques au service du développement durable
- Pouvoirs publics et économie solidaire
- L'innovation scientifique et technologique
- Infrastructures & réseaux de services publics

> + INFOS

> 9ème Conférence internationale de recherche en économie sociale

Les conférences internationales de recherche en économie sociale sont organisées tous les deux ans dans un pays où le CIRIEC compte une section nationale.

La dernière s'est tenue à San José (Costa Rica), du 8 au 10 septembre 2021.

La prochaine se déroulera à Séoul (République de Corée), du 4 au 6 juillet 2023, sur le thème :

"Mieux construire l'avenir : l'économie sociale et solidaire pour un monde apaisé et juste"

- Gouvernance démocratique - Partenariats entre public, privé et ESS - ESS et transition sociale et environnementale - Statistiques et indicateurs d'impact pour l'ESS - ESS et Gig Economy - Rôle de l'ESS dans la paix (Construire, réconcilier et reconstruire) - ESS et cadres juridiques - ESS et transformation verte - Utopies ESS et récits imaginaires - Genre et ESS

Les conférences internationales de recherche en économie sociale regroupent plusieurs centaines de chercheurs et praticiens du monde entier.

À ce jour 184 résumés d'articles ont été reçus de 300 auteurs de 40 pays.

> Site de l'événement : http://bit.ly/3F7rezo > Contact : cirieckorea@gmail.com; > Evénements du ciriec

> Centre de documentation et Agora

Le **Centre de documentation du CIRIEC** détient une quantité de documents riches et variés en différentes langues, traitant des thématiques de l'économie publique, sociale et coopérative. Le fonds documentaire évolue constamment en fonction des recherches, des demandes des utilisateurs, des sujets d'intérêt et de l'actualité. Il est accessible à tous et au service de ses membres.

- Aide individuelle dans la recherche documentaire dans les domaines de l'économie publique, sociale et coopérative
- Accueil de doctorants étrangers
- Catalogue des ressources papier: http://lib.uliege.be/
- Agora

> Contacter le centre de documentation du CIRIEC

Agora du CIRIEC est une plateforme de connaissance multilingue réservée aux membres pour mieux partager et utiliser la richesse du réseau d'experts actifs du CIRIEC dans les domaines de l'intérêt général et de l'économie sociale.

Aujourd'hui, AGORA c'est :

- un annuaire de 165 chercheurs avec leur CV détaillé et leurs données de contact (36 pays représentés)
- une base de données documentaire de 21.000 documents indexés et traités sémantiquement
- une newsletter (annonces de conférences, événements, publications…) et une alerte personnelle bimensuelles envoyées aux membres

> Pas encore sur Agora ? > Visiter Agora

> *Social Economy News*

Sous l'égide du CIRIEC-International, le CIRIEC-Espagne édite le Bulletin d'Information ***Social Economy News***, dont la mission est de promouvoir l'accès et l'échange d'informations sur les activités de l'Economie Sociale dans l'Union Européenne et au-delà, ainsi que sur ses chercheurs et les actions des pouvoirs publics. Ses principaux objectifs sont d'identifier les sources d'information sur l'économie sociale, de sélectionner des informations pertinentes à partir de ces sources et de diffuser ces connaissances en ligne par le biais d'une *Newsletter* qui vise à atteindre 50 000 abonnés.

La collecte de nouvelles provenant de trois grands groupes de sources d'information sur l'économie sociale (les organisations représentatives, les entreprises et les entités, les centres de recherche et les institutions publiques), fait de *Social Economy News* un bulletin d'information complet et unique. Comme valeur ajoutée importante, la Newsletter offre également des nouvelles sur l'activité des principaux centres de recherche consacrés à l'étude de l'Economie Sociale, et les résultats de leurs recherches, ainsi que sur les actions des institutions européennes en relation avec l'Economie Sociale, le travail des différents gouvernements des Etats de l'UE...

Derniers bulletins diffusés : SEN#20mai 2023 SEN#19avril 2023 SEN#18février 2023 SEN#17janvier 2023

> Plus d'info : http://www.socialeconomynews.eu/fr/ > Inscription gratuite : ICI

> Publications du 75ème Anniversaire

En 2022, le CIRIEC a fêté son 75e anniversaire. L'occasion pour l'organisation scientifique internationale non gouvernementale, fondée en 1947 par le Professeur Edgard MILHAUD, de réaliser un bilan sur son positionnement par rapport aux valeurs qui ont été à la base de sa création.

Deux publications ont été éditées à cette occasion.

● **75 ANS DE RÉFLEXION ET D'ACTION EN FAVEUR DE L'INTERET GÉNÉRAL ET DE LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE.** (Livre téléchargeable ICI)
Ludo BETTENS Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale

● **L'ÉCONOMIE D'INTÉRÊT COLLECTIF: 75 ANS DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES** (READ MORE)
Bernard THIRY et Philippe BANCE

Education et Economie Sociale et Solidaire

Bertrand SOUQUET

Vice-président de MGEN, Mouvements, Vie institutionnelle et mutualiste de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale, Président de l'Économie Sociale Partenaire de l'École de la République, l'ESPER, Professeur en lycée professionnel et ancien Président de la section départementale de la MGEN de la Creuse (2006-2016).

Le CIRIEC-France, Branche française du Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative, a toujours été sensible à la question de l'éducation. Il publiait, en 2018, *Éducation et intérêt général*, sous la direction de Jacques Fournier (1929-2021) et Philippe Bance (Bance, Fournier, 2018). Trente-huit contributions émanant de toute la « galaxie mutualiste », pour reprendre les mots de Charlotte Siney-Lange, et de l'ESS, y joignaient leurs réflexions et expériences.

Depuis, la pandémie de la Covid-19, l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février 2022, de multiples fractures et conflits politiques, économiques, sociaux, écologiques et de civilisations peuvent faire penser que le monde s'enraye. Le numérique constructif, adopté de facto pour ses nombreuses possibilités et services lors des confinements, semble laisser place à des réseaux d'incitation à la violence, à la désinformation et à la prolifération des déconstructions, masques des egos et de la lutte des places.

Face à ces situations, à la confrontation géopolitique des intérêts, au détriment des peuples, l'importance déterminante de l'Éducation s'impose. *« C'est la tendance à la réduction qui nous prive de compréhension : entre les peuples, entre les nations, entre les religions. C'est elle qui fait que l'incompréhension règne au sein de nous -mêmes, dans la cité, dans nos relations avec autrui, au sein des couples, entre parents et enfants ».* (Edgar Morin).

L'École est le réceptacle de toutes ses tensions et problématiques. Comment accueillir les enfants ukrainiens dans des conditions dignes ? Comment assurer une mission de service public, à distance ? Comment déjouer pour nos jeunes le piège de la désinformation, des réseaux sociaux ?

LIRE LA SUITE...

Service public et jeux de bascules : un brouillage des frontières qui désingularise le travail

Nadège VEZINAT

Professeure des Universités en Sociologie Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
CRESPPA – Équipe Genre, Travail et Mobilités (UMR 7217) nadege.vezinat@univ-paris8.fr

Réfléchir au travail relevant du service public à travers le prisme de l'économie collective et des territoires nécessite de comprendre, au niveau des structures, les mouvements de bascule qui s'y opèrent. Si l'État central se déleste d'une charge, cela signifie qu'elle se trouve reportée sur un autre acteur public ou privé : une collectivité territoriale, une entreprise publique ou une association.

Les MSAP (maisons de services au public) par exemple proposent un guichet de services mutualisés qui représente un coût pris en charge par les collectivités territoriales (souvent des communautés de communes). Ces structures impliquent donc d'une part qu'il y ait un report sur les élus locaux du choix de maintenir – ou pas – des services publics de proximité et, d'autre part, selon les choix politiques des élus locaux, que le socle de services garantis ne soit pas toujours le même (créant ainsi des ruptures d'égalité). Ces effets de report sont importants à identifier car ils permettent de comprendre comment les répartitions se font (ou non) et donnent à voir les rapports de force entre les différentes institutions. Car, derrière le dogme du « moins d'État », c'est d'abord de « moins d'État centralisé » qu'il s'agit. Se pose alors la question du « plus de quoi ? ». Et la réponse n'est souvent pas claire même si, depuis quelques années, il y a une *«réévaluation du rôle des organisations privées dans les politiques publiques »*.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que derrière le mythe français de l'État fort qui « a alimenté en retour une demande croissante d'interventionnisme, justifiant la création de nouveaux services publics », il y aurait plutôt des intérêts privés qui se déploient pour tirer profit de ce que le service public demeure «empêché ».

LIRE LA SUITE...

Les contributions de cette rubrique sont publiées sous la seule responsabilité de leurs auteurs.
Le CIRIEC souhaite ainsi faire circuler librement les idées.
Les textes doivent s'inscrire dans le champ d'activité du CIRIEC :
la recherche et l'information sur l'économie publique et l'économie sociale.

Les stratégies ESS des organisations internationales et experts

Intervention d'Alain COHEUR

Président de la section Marché unique, production et consommation du Comité économique et social européen (CESE)

au Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire

Dakar (Sénégal), 1 au 6 mai 2023

Aujourd'hui plus que jamais l'économie sociale ne peut ni négliger ni faire l'impasse sur la nécessité de se poser la question de son programme politique et de son cadre idéologique. Et cette idée est loin d'être nouvelle. L'histoire que nous écrivons est l'héritage de combats qui sont menés depuis des décennies et qui voient s'affronter des conceptions différentes du fonctionnement et de l'organisation de nos sociétés. Je ne peux résister à vous donner deux éclairages historiques :

- Nous sommes en 1866… déjà, : *« Nous reconnaissons le travail coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital peut-être supplanté par l'association de producteurs libres et égaux. »* Mais ils ajoutaient aussitôt : *« Le système coopératif, restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements dans les conditions générales de la société, qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société – le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes. »* (Karl Marx et Friedrich Engels). Cette citation n'a jamais été autant d'actualité.

- Quelques années plus tard, en 1898, nous observons ceci : *« Tant que les coopératives évolueront dans un cadre capitaliste de marché, où elles seront en compétition avec des entreprises capitalistes, elles devront suivre le mouvement et s'adapter aux évolutions du capitalisme. Elles seront donc toujours rattrapées par ce cadre d'un côté ou de l'autre : soit en acceptant de s'adapter à l'économie de marché, en laissant le pouvoir à une bureaucratie qui finira par adopter les principes capitalistes. Soit en restant sous le contrôle des travailleurs ou des coopérateurs en risquant d'être englouties dans le dur monde de la concurrence. L'économie sociale se trouve sur le fil du rasoir. Si la coopération et la mutualisation sont indispensables à son développement et au soutien populaire qu'elle peut mobiliser, l'économie sociale ne peut se développer largement qu'en adressant directement à la question du pouvoir »*. (Rosa Luxembourg).

Depuis l'époque de Marx ou de Luxembourg, le système coopératif s'est développé plusieurs fois jusqu'à gérer des parts importantes de la société, sans jamais être capable, à lui tout seul, de remettre en question fondamentalement le système capitaliste. Or le capitalisme s'est énormément développé depuis l'analyse de Marx, les inégalités n'ont jamais été aussi grandes, les entreprises familiales de l'époque de Marx sont devenues des multinationales, et le monde entier est aujourd'hui un terrain d'investissement pour le capital. Tout projet de changement de société doit donc poser la question du politique pour dépasser les limites fixées par le cadre capitaliste car la force du système dans lequel nous sommes, c'est bien de verrouiller toute idée que la société pourrait fonctionner autrement. L'emprise du dogme capitaliste et néo libéral est lourd de conséquence, il a conduit aux politiques d'austérité, à la privatisation des services autrefois publics sans réelles plus-values collectives, à un mode de vie consumériste qui prône l'individualisme… a conduit à l'émergence de plateformes numériques privées disruptives, nouvelle forme d'un capitalisme sauvage dans l'exercice d'une activité ou d'un emploi…, à la crise climatique, environnementale et les catastrophes naturelles qui en découlent, les guerres, la montée des dynamiques nationalistes et identitaires, la misère et le chômage , etc. sans jamais se remettre en cause !

Si l'économie sociale reste encore marginale, c'est bien parce que la majorité du monde politique ne voit l'économie que sous l'angle du capitalisme, et préfère soutenir cette dernière, et nous obtiendrons une place que si nous ne menaçons pas le système. Ce problème est loin d'être nouveau. Un exemple pour ne pas s'inspirer des situations actuelles, la lutte à l'échelle mondiale contre les CFC21 (attaquait la couche d'ozone) n'a ainsi été possible que parce qu'une technologie de remplacement existait et que la produire permettait d'alimenter les profits de firmes privées. Et cela non pas en faisant payer les entreprises polluantes, qui auraient pu utiliser leurs profits pour cette transition, mais en utilisant principalement l'argent public et donc en augmentant la dette publique.

La gravité des problèmes auxquels nous sommes confrontés, nécessite de sortir du cadre capitaliste, et de se détourner des objectifs de profits pour planifier notre production dans l'intérêt

de la planète et des populations du monde entier. La volonté de sortir de la marginalité l'économie sociale sera un combat sans relâche pour notre existence. Ne nous leurrons pas le système capitaliste va mettre l'ESS sous une pression énorme, nous allons devoir fournir toujours plus de justifications, plus d'obligations, plus de standardisation, plus de mesure d'impact tout en « encourageant » l'innovation qui sera récupérée dès que celui s'avèrera rentable...

L'économie sociale ne pourra devenir un système dominant qu'à condition de s'attaquer sérieusement au système capitaliste, et à l'empêcher de nuire.

Des mesures d'aménagement nous seront certainement proposées et négociées avec les décideurs politiques mais nous devrons passer par la reconstruction d'un rapport de force. Car qui contrôle le financement et la gestion de l'économie contrôle le devenir de la société. Cet enjeu est donc bien celui du pouvoir et de la lutte pour celui-ci. Ne nous laissons pas imposer notre cadre de fonctionnement, notre cadre d'évaluation, ne nous laissons pas séduire pour assurer notre développement par des financements privés issus de la philanthropie ou de certaines fondations issues des grandes entreprises. Et malgré notre ambition de proposer une alternative, pendant encore quelques décennies, nous resterons inscrit dans l'économie capitaliste, nous resterons soumis aux règles de la concurrence, à ses logiques de marché, à sa domination idéologique.

Mais les entreprises et organisations de l'Économie Sociale et Solidaire peuvent se reconnaitre et s'unir via leurs statuts, leurs pratiques, leurs objectifs. Être un mouvement social, une force politique, exige de constituer un ensemble unifié au-delà de nos différences corporatistes afin de porter haut notre vision commune de l'intérêt général.

Femmes et hommes de l'Économie Sociale et Solidaire, nous œuvrons à l'émergence de cette voie, de ces voix économiques différentes, qui promeuvent un modèle plus transparent, plus durable, en somme, plus responsable. Nous défendons l'impératif d'un autre modèle économique qui plaide pour la diffusion la plus vaste possible de tous les principes, tous les atouts, et toutes les composantes de l'Économie Sociale et Solidaire. L'ESS joue son rôle dans la production, la distribution et la consommation de biens et services nécessaires à la vie quotidienne, mais elle les réconcilie avec l'intérêt collectif, la cohésion territoriale, et l'innovation sociale. Dans une ère d'urgences économiques, écologiques et sociales, l'Économie Sociale et Solidaire est en mesure de s'imposer, de se développer et de transformer l'économie dominante.

À travers notre économie sociale nous démontrons que les entreprises peuvent être gérées démocratiquement, de manière solidaire, et en suivant l'intérêt général sans actionnariat spéculatif, nous développons des pratiques économiques solidaires, inclusives et citoyennes qui sont les clés d'un ordre du monde plus juste, qui remet l'être humain et les écosystèmes en son centre.

Nous devons, maintenant, nous employer à élargir l'agenda de l'Economie Sociale et Solidaire à l'échelle internationale afin d'initier une mondialisation alternative exigeant un développement durable de nos sociétés. Le financement de cette transition est crucial au diapason de la stratégie « ODD » déployée par les Nations-Unies pour l'horizon 2030 et de sa Résolution, aux conclusions de l'OIT, aux recommandations de l'OCDE et à celles à venir du Conseil européen.

Pour terminer, je souhaite prendre à témoin tous les membres de cette assemblée et les panelistes ici présents : l'ONU avait fixé les objectifs du millénaire qui se sont achevés en 2015, ensuite la relève a été prise à travers les feuilles de route et les objectifs des ODD pour 2030, moi je vous propose de fixer aussi un cadre onusien pour que l'économie sociale et solidaire représente 50% de l'économie des Etats en 2050 ! c'est un objectif concret, mobilisateur, qui cadrera la mobilisation de toutes nos énergies et je vous demande d'inscrire cet objectif « 50 en 2050 » dans l'évaluation qui sera faite de la Résolution de l'ONU en 2025 !

Investissements à risque !

Jean-Philippe MILESY

Secrétaire général de l'Institut Polanyi

Au lendemain d'un très intéressant colloque du CIRIEC sur la place de l'Économie collective dans la transition écologique, la cellule d'investigation de Radio-France révèle, le 25 mai, l'engagement de grandes banques françaises dans les énergies fossiles. Ce n'est pas une nouveauté et bien des rapports ont souligné ces coupables rapports financiers.

Ce qui chagrine est, dans l'enquête conduite avec sérieux par les journalistes de la radio publique, de voir associés à la BNP deux groupes coopératifs, le Crédit Agricole et BPCE-Natixis. Ce dernier est ainsi actionnaire à hauteur de 1 milliard d'euros dans Glencore, très important groupe extracteur helvétique. (En 2003, alors que Glencore avait brutalement fermé, sans la moindre dépollution, son usine Metaleurop de Noyelle-Godault, le président Jacques CHIRAC avait évoqué un groupe « *voyou* »). Et malgré cela Natixis, qui se présente comme la « *référence en épargne salariale* », s'engage auprès de ce prédateur universel.

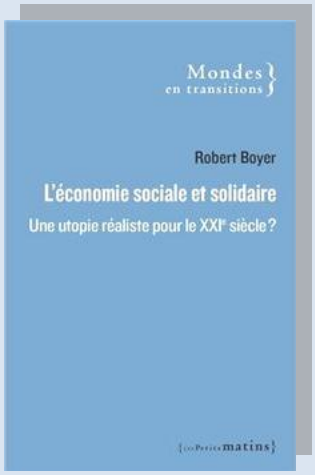
On savait déjà que dans bien des investissements socialement responsables, la part du solidaire et de l'écologique est trop souvent dosée selon la recette fameuse du pâté d'alouette « *un cheval, une alouette* ».

Mais ne devons-nous pas nous insurger de voir que des groupes fondés sur l'épargne d'agriculteurs, de salariés et de petits entrepreneurs, et dispensant de grands discours sur leurs valeurs, participent à la prédation financière et extractiviste la plus éhontée ?

Et surtout, que l'on ne justifie pas ces investissements par la volonté de la meilleure rentabilité financière au bénéfice des sociétaires. Sinon, pourquoi ne pas imaginer des joint-ventures avec la Camorra ou la 'Ndrangheta qui sont, dit-on, parmi les entreprises les plus profitables au monde ?

Pour ma part je préfère voir comme œuvrant à une « *ESS rassemblée, claire et conquérante »,* selon le Manifeste publié par ESS-France - et dont nous sommes signataires -, celles et ceux qui ont travaillé deux jours durant au symposium CIRIEC de Thessalonique, acteurs de l'économie publique, universitaires et experts, responsables de l'ESS, tous ont marqué leur volonté de participer à un développement nouveau, démocratique, solidaire et écologique ▪

> L'économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXIème siècle ?



Un ouvrage soulevant bien des questions.

Qu'un des plus éminents économistes de la régulation livre un ouvrage sur l'Économie sociale et solidaire est chose suffisamment rare pour ne pas s'en réjouir.

Dans « *L'économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXIème siècle ?* » Robert BOYER s'interroge sur ce qui, à ses yeux, fait les forces et les faiblesses de l'ESS.

Spécialiste des rapports entre État et marchés et des interactions entre les deux, l'auteur est manifestement moins familier des arcanes de l'ESS. Ainsi page 32 il livre deux interrogations insolites : « *…on peut dès lors s'étonner que ne soit pas mentionné le caractère « non-lucratif » des activités de l'ESS* » et encore « *N'est-il pas dommage que l'ESS ne mentionne que trop rarement qu'elle vise à établir un principe d'égalité dans l'économie ? « Une personne, une voix » : tel pourrait être son slogan* »

Or la non-lucrativité, l'égalité et la gestion démocratique selon la règle « *une personne, une voix* » sont parmi les principes fondateurs et essentiels de l'ESS, tels que formalisés dès le XIXème siècle, notamment par les Équitables pionniers de Rochdale.

Maîtrisant insuffisamment l'histoire des mouvements qui l'ont fondée, l'auteur ne relève pas les innovations, les dynamiques économiques de l'ESS, comme les formes premières de la protection sociale, de la banque de détail, du commerce associé, autant de domaines où les entreprises de l'ESS, loin d'être subsidiaires occupent des positions éminentes.

Dans la vision de Robert BOYER, l'ESS est avant tout une économie de la solidarité, de la réparation, de la subsidiarité. C'est ce qui sous-tend des analyses qui sont le plus souvent pertinentes quant aux effets des crises économiques, sanitaires et environnementales que génère le néo-libéralisme. Ses remarques sur les obstacles qui se dressent sur la route de l'ESS pour se présenter comme un modèle alternatif ne sont pas toutes, loin de là, infondées.

Mais du début jusqu'à la fin de l'ouvrage, l'ESS est décrétée, peu ou prou, un « *tiers-secteur* » qui s'inscrirait dans des interstices générés par les abandons des entreprises capitalistes, les retraits de l'État et non comme l'action consciente et émancipatrice de ses fondateurs et de beaucoup de ceux qui aujourd'hui portent un projet résolument différent et novateur.

Du moins la démarche de Robert BOYER est de nature à ouvrir un débat nécessaire quant au positionnement de l'ESS et surtout quant à la capacité des acteurs de celle-ci à se faire connaître et à se faire comprendre.

(Présentation de Jean-Philippe MILESY)

> Carnets de campagne

L'émission ***Carnets de Campagne*** de France-Inter est le rendez-vous des solutions d'avenir à toutes les questions de vie, de consommation, de formation, de santé, de production, de culture ou d'habitat.

Du lundi au vendredi, de 12h30 à 12h45.

Emission animée par Dorothée BARBA.

> L'âge de faire

L'âge de faire est un mensuel national indépendant, édité par une entreprise coopérative (SCOP).

Chaque mois, il relaie les initiatives visant une réappropriation citoyenne de l'économie, la création de lien social, un mode de vie plus écologique.

L'âge de faire refuse la publicité.

> vous abonner à notre site web

> Site de Galilée.sp

On trouvera sur le site de notre confrère **Galilée.sp**

- Le mot du mois : "Ecouter" https://galileesp.org/ecouter/t
- La chronique : "La fin de l'ENA" https://galileesp.org/fin-de-lena/
- Le billet d'humeur : "La raison d'être d'une entreprise" https://galileesp.org/comment-exprimer-la-raison-detre-dune-entreprise/
- L'économie sociale et solidaire : "plan d'action en faveur de l'économie sociale et solidaire" https://galileesp.org/economie-sociale-et-solidaire-et-plan-daction-de-lunion-europeenne-en-faveur-de-leconomie-sociale/

> *Miroir Social*

Miroir Social est un média double face :

- participatif pour permettre à l'ensemble des membres de publier gratuitement, avec validation préalable
- journalistique pour développer des contenus complémentaires sur abonnement

Sur les 14 000 membres du média : - 42 % représentent le personnel - 35 % représentent les directions - 23 % représentent des intervenants externes.

Les services : - Publiez gratuitement sur le média - Nos productions journalistiques sur abonnement - Parrainez nos rencontres - Accompagnement éditorial - Communiquez sur le média

L'équipe : - Rodolphe HELDERLÉ, Fondateur et responsable éditorial (06 60 97 59 85)
- Jacky LESUEUR, Responsable des partenariats (06 24 06 42 91)

> Accéder à la plateforme

> *Mon entreprise sociale et solidaire à l'école*

Lancement de la 8ème édition du dispositif **« Mon Entreprise Sociale et Solidaire à l'École »**

Cette démarche permet aux élèves de créer collectivement une structure de l'économie sociale et solidaire en adoptant ses principes et ses valeurs. L'initiative est pilotée par **l'Esper**, association qui agit en milieu scolaire pour faire découvrir l'ESS aux jeunes.

Elle accompagne les équipes éducatives et met à leur disposition des outils pédagogiques pour contribuer à la découverte du modèle, des pratiques et des principes citoyens des entreprises de l'ESS. Les jeunes concernés sont les élèves des collèges, lycées et maisons familiales et rurales (MFR). Au travers de ce projet collectif, ils apprendront à questionner l'utilité sociale de leur projet, à mieux appréhender les ressources de leurs territoires par la rencontre de professionnels, à prendre conscience de leurs capacités et à développer leur pouvoir d'agir.

Membres d'équipes éducatives, inscrivez-vous dès maintenant.

> Les Nations Unies soutiennent l'Économie sociale et solidaire

L'assemblée générale des Nations Unies vient d'adopter une résolution visant à la reconnaissance internationale de l'ESS, considérant qu'elle peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable pour l'innovation sociale et inclusive. Cette résolution, qui intervient dans un contexte de reconnaissance croissante des potentialités de l'ESS dans le monde entier, encouragera les Etats membres à promouvoir et mettre en place des politiques publiques nationales, régionales et locales permettant de développer l'ESS, y compris via l'adoption de textes législatifs. L'ESS est reconnue dans la résolution comme un modèle économique soutenable qui doit être valorisé, comptabilisé dans les statistiques nationales, soutenu par des mécanismes fiscaux et d'investissements publics et inclus dans les programmes scolaires et de recherche. Les Etats membres seront également encouragés à co-construire les politiques publiques avec les entreprises et organisations de l'ESS, et à inclure durablement l'ESS dans les dynamiques de planification.

> Lire la résolution

> 9ème conférence internationale de recherche EMES

La 9ème Conférence internationale de recherche des centres de recherche universitaires et des chercheurs individuels **EMES** aura lieu à Francfort-sur-le-Main (Allemagne), du 11 au 14 septembre 2023, sur le thème **"Agir localement, changer mondialement : Entreprises sociales et coopératives pour des économies et des sociétés plus résilientes"**.
Cette manifestation est organisée en partenariat avec le Centre de compétence pour la recherche sur les interventions sociales de l'Université des sciences appliquées de Francfort.

> +info

> Matinée "*La finance solidaire au service des associations*"

Les épargnants sont de plus en plus nombreux à se tourner vers la finance solidaire et le montant des sommes déposées sur les supports dépassait les 24 milliards d'euros en 2021. En parallèle, le montant des financements des entreprises et associations à impact positif a fortement progressé avec 699 millions d'euros sur la même année.
Dans ce contexte, le financement de projets associatifs, par ces canaux prometteurs, est un sujet qu'il faudra mieux adresser ces prochaines années.
Pour vous accompagner dans cette démarche, **Le Mouvement associatif**, en partenariat avec **FAIR** et avec le soutien de la **Banque des Territoires**, vous convie à une matinée, le 28 juin 2023, de 09H à 13H, dédiée à la finance solidaire afin de mieux appréhender les enjeux, rencontrer des acteurs de la finance solidaire et identifier des outils de financement mobilisables.
Au programme :

- Table ronde "La finance solidaire au service des associations"
- Rencontre avec des financeurs solidaires

L'événement se déroulera à la Cité du refuge de l'Armée du Salut, 12 rue Cantagrel, Paris 13°

> Je m'inscris a l'évènement > Je consulte le guide la Finance solidaire au service des associations

> Valoriser des projets pour la transition écologique des territoires

L'association **Transition Forum** lance un appel à manifestation d'intérêt afin d'identifier et valoriser des projets de transition écologique innovants issus d'une coopération public-privé.

Objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt

L'association Transition Forum lance la troisième édition de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) "Innover pour la transition écologique des territoires", en partenariat avec Enerlis, opérateur de la transition énergétique et Aqua Asset Management, acteur de l'investissement durable. L'objectif est de mettre en valeur les projets lauréats auprès d'une communauté de plus de 15 000 décideurs publics et privés et d'investisseurs.

Les projets gagnants bénéficieront de :

- la valorisation de leur projet à travers la publication d'articles, interviews et vidéos ;
- un accompagnement de la part de l'association et des partenaires du dispositif ;
- une invitation à la sixième édition du TRANSITION FORUM à Paris, ainsi qu'à tous les événements associés ;
- la participation gratuite à toutes les activités et initiatives de l'association Transition Forum, pendant un an.

Critères d'éligibilité

La structure présentant le projet peut être : une start-up, une PME, une ETI, une collectivité territoriale, un établissement public, un laboratoire de recherche ou une association.
Pour être éligible, les projets soumis doivent :

- présenter un caractère innovant • avoir un impact environnemental et social positif significatif • être issu d'une coopération public-privé • être réplicable • s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques suivantes : produire et consommer, se loger, se déplacer, se nourrir, préserver et protéger.

Informations pratiques :

- Répondre avant le 29 septembre 2023.
- Liens utiles

- Visitez la page web de l'appel à manifestation d'intérêt
- Retrouvez le dossier de candidature

Mir, communauté rurale autonome en Russie tsariste

Dans la Russie tsariste, le Mir était, avant les réformes du début du XX° siècle, une communauté paysanne locale où chacun travaillait pour assurer la survie mutuelle par le partage du travail et de la nourriture. Il fonctionnait comme une sorte de coopérative où les terres étaient mises en commun et qui assurait le travail (le plus souvent collectif) et la subsistance pour les membres de la communauté villageoise.

Mir russe vers 1870

La grande majorité des paysans russes travaillaient sur des terres collectives. Les terres arables étaient divisées en parcelles qui tenaient compte de la qualité du sol et de la distance du village. Chaque ménage disposait d'une ou plusieurs parcelles en fonction du nombre d'adultes qui le composaient.

Périodiquement, les parcelles étaient redistribuées pour s'adapter à l'évolution du nombre de membres dans la famille. Le conseil du Mir, composé par les chefs de familles était chargé de cette redistribution. Le Mir collectait aussi les impôts. Il répartissait périodiquement les terres entre les familles proportionnellement à leurs besoins et à leur capacité de travail. Ces terres appartenaient aux nobles, aux monastères ou à l'État.

Le Mir était responsable de l'ordre local. Il élisait un *staroste* pour le représenter auprès des instances administratives.

La commune paysanne se consolida au XVIe siècle et s'étendit à toute la Grande-Russie aux XVIIe-XVIIIe siècles.

Assemblée de Mir

Dans le Mir se côtoyaient des paysans libres et des serfs dépendant d'un propriétaire, jusqu'à l'abolition du servage, en 1861, par le tsar Alexandre II. Ils avaient, les uns comme les autres, une vie très difficile.

Les Mir disparurent au début du XXe siècle sous l'effet des réformes du gouvernement qui voulut accorder la liberté d'entreprendre en privatisant les terres afin de créer une classe de paysans aisés (les koulaks), jugés plus favorables au progrès.

Le partage

Le statut de « paysans libérés du servage » (1861) conféra au Mir le droit d'acheter le terroir dont il avait la charge jusqu'alors et lui confia les fonctions fiscale et judiciaire qu'assumaient auparavant les seigneurs.

Après la révolution d'octobre 1917, des soviets ruraux et des comités de paysans pauvres existèrent parallèlement aux mirs traditionnels.

Ces derniers disparurent lors de la collectivisation de 1929-1930.

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle.

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :
économie publique et économie sociale et solidaire.

Ses travaux se réalisent
à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt collectif, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est constitué de sections nationales
La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,
organismes à gestion paritaire et syndicats.

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres
Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles.

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD

CIRIEC-France
7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : administration@ciriec-france.org

www.ciriec-france.org

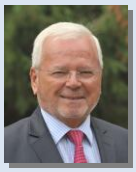
INFORMATIONS-ADHESIONS

administration@ciriec-france.org

▪▪▪

la Lettre du CIRIEC-France

Direction légale de la publication : Alain ARNAUD - Direction de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*

marcel.caballero@club-internet.fr